

Il y a eu aussi la fureur de cet ingénieur de l'Alberta qui nous a dit qu'avec le budget, il voyait d'avance l'économie s'arrêter. Il nous a déclaré ceci: «Je ne travaillerai qu'avec l'étranger, et pourtant, je veux rester ici, chez-moi.»

En Colombie-Britannique, l'Interior Forest Labour Relations Association nous a dit que le Canada est un pays qui a probablement le potentiel de croissance économique soutenue le plus fort de tout pays développé du monde. Pourtant, son porte-parole nous a dit que nous semblions faire de notre mieux pour essayer de tuer ce potentiel.

De ville en ville, de réunion en réunion, le message était inlassablement le même. Je voudrais, si vous le voulez bien, résumer certains des thèmes qui sont revenus au cours des audiences qui ont eu lieu dans l'Ouest et qui constituent en quelque sorte une perspective de l'Ouest. Il est intéressant de constater qu'ils ressemblent beaucoup à ceux dont mon collègue, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a parlé.

L'un de ces thèmes, c'est le préjudice que ce climat d'incertitude engendré par le budget fait subir à l'économie. Depuis qu'il a présenté son budget le 12 novembre dernier, le ministre des Finances a dû annoncer des réaménagements importants, et on s'attend encore à d'autres.

Bien des gens ont été doublement affectés; une première fois quand ils ont essayé de s'adapter aux changements présentés au début, puis une deuxième fois lors des révisions qui ont été apportées.

Un petit homme d'affaires de Vancouver nous a dit qu'il ne pouvait même pas faire ses fiches de paye pour le mois de janvier, car le ministère du Revenu national et la direction de l'impôt sur le revenu ne pouvaient pas lui dire exactement quelles étaient les prestations qu'il y avait lieu d'imposer, quel en était le montant ni quelles autres règles appliquer. Il nous a dit ceci: «L'incertitude est le risque le plus horrible qui soit et elle peut aller jusqu'à ruiner une affaire, car il n'est pas possible de planifier ses activités».

Aujourd'hui, le ministre des Finances a demandé aux Canadiens de regarder sur leur chèque de paye pour voir si leurs impôts étaient moins élevés. Beaucoup de gens seront dans l'incapacité de le dire, car leur employeur ne sait pas quels sont les nouveaux impôts à prélever. Pour des centaines de milliers de gens, les chèques d'assurance-chômage ont remplacé les chèques de paye.

Un autre chef d'entreprise nous a dit qu'il avait été obligé de licencier des employés avant les nouvelles révisions car, nous a-t-il dit, «on ne peut rester indéfiniment entre ciel et terre».

Un homme d'affaire d'Ottawa nous a dit que lui et ses employés avaient eu exactement quatre semaines ouvrables pour liquider leur régime de participation différée aux bénéfices et qu'ils avaient eu quatre jours ouvrables pour prendre d'autres mesures quand le ministre a décidé de revoir son budget. Selon lui, «ces changements continus suscitent tellement d'incertitude qu'il serait beaucoup plus simple de démanteler toute l'entreprise».

On nous a souvent répété que le budget tuait dans l'œuf tout esprit d'initiative, le goût de prendre des risques, d'innover et de récolter le fruit de ses efforts. Et les entreprises ne sont pas

Subsides

les seules victimes de ces mesures: cela vaut également pour l'épargne ou la préparation de sa retraite.

Nous avons constaté que beaucoup de Canadiens à revenu moyen empruntaient de l'argent à une caisse de crédit pour l'investir dans un REER, car ils ne disposaient pas de \$2 000 ou \$3 000 en espèces au début de l'année à cause des dépenses des fêtes et des factures de chauffage.

On nous a répété à maintes reprises comment le budget affectait les revenus de retraite ou les régimes de pensions à cause des changements apportés aux déductions pour gains de capital, de l'imposition des revenus de retraite et de la suppression des rentes à versements invariables.

Une résidente de l'ouest estimait que le budget est un document qui n'incite pas à prévoir pour soi-même. Elle a ajouté: «Nous toucherons tous des prestations de bien-être social au lieu de pensions.»

Certains ont également l'impression que le budget ne favorise pas les Canadiens parce qu'il permet à des investisseurs étrangers d'exercer des activités inaccessibles aux Canadiens. Ce sentiment prévaut surtout en Alberta où, à une époque, les Américains et les autres investisseurs étrangers pouvaient investir plus avantageusement dans les richesses naturelles que les Canadiens. Ils ne veulent pas que ce genre de situation se reproduise. Il y a aussi les restrictions concernant la déductibilité de l'intérêt, mesure qui n'avait pas encore de précédent dans le monde occidental. On n'a cessé de nous demander pourquoi on voulait désavantager les Canadiens par rapport aux investisseurs étrangers.

On nous répétait aussi que le budget était mal conçu puisque ceux qui sont touchés ne sont pas ceux qui devraient être visés. L'Alberta Cattle Commission a résumé ce sentiment dans son mémoire en écrivant ceci: «Il nous semble que le budget vise de mauvais objectifs, au mauvais moment, avec de mauvais moyens.»

De mauvais objectifs, parce que la plupart des mesures affectent les contribuables à faibles et moyens revenus qui voient imposer des avantages sociaux comme leur régime d'assurance-maladie et d'assurance-dentaire.

De mauvais moyens, car le budget, en restreignant par exemple la déductibilité des intérêts, asphyxie pratiquement les entreprises en les privant de liquidités.

Au mauvais moment, puisque ce budget restrictif, qui gonfle les recettes du gouvernement au détriment du contribuable moyen, survient en des temps particulièrement difficiles.

Puis-je déclarer qu'il est 6 heures, monsieur l'Orateur?

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures ce soir.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Quand la séance a été suspendue à 6 heures, la parole était au député de Vancouver-Centre (M^{lle} Carney).